

Bachajón Mercredi 14 janvier 2015.

**Premier rapport de la « Caravane Sexta Internationale »
suite à la visite de San Sebastián Bachajón.**

Bref résumé des faits survenus sur les terres communales de l'ejido de San Sebastián Bachajón depuis la récupération de leurs terres, le 21 décembre 2014.

--

Le 21 décembre 2014, durant l'inauguration du Festival mondial des résistances et des rébellions contre le capitalisme au Mexique, des compañeros adhérents à la Sixième déclaration de la Sexta Lacandone de l'ejido de San Sebastián Bachajón, situé au nord du Chiapas, ont annoncé que ce même jour à l'aurore, ils avaient procédé à la récupération des terres qui leur avaient été spoliées depuis le 2 février 2011 par le gouverneur du Chiapas Juan Sabines Guerrero et par Noé Castañón León, son secrétaire de gouvernement, en complicité avec le commissaire officiel des terres comunales de l'ejido, Francisco Guzmán Jiménez. L'invitation fut alors faite aux participants au Festival mondial à venir les soutenir et à manifester leur solidarité, en défense des terres récupérées.

Le 21 décembre à peu près 400 femmes, enfants, jeunes, hommes, femmes et anciennes et anciens de San Sebastián Bachajón réoccupèrent de manière pacifique les terres en usage communal dépendant de la surface octroyée à l'ejido de San Sebastián situées en bordure de la municipalité de Tumbalá, sur le chemin d'accès au centre écotouristique des Cascades d'Agua Azul, sur lesquelles le gouvernement du Chiapas et les institutions fédérales avaient construit depuis un guichet d'entrée aux cascades, administrée par la Commission Nationale des Aires Naturelles Protégées (CONANP) et par le secrétariat des finances du Chiapas, ainsi qu'un Centre d'attention d'urgence de la Protection civile, et un soi-disant bureau de consultation médicale, complètement abandonné.

La résistance des compas contre la répression policière et paramilitaire est vieille de plus de six ans déjà. Au cours de cette période eurent lieu les assassinats extra-judiciaires de Juan Vázquez Guzmán et de Juan Carlos Gómez Silvano, et l'incarcération injuste de plus de 120 compañeros. Trois d'entre eux, Juan Antonio Gómez Silvano, Mario Aguilar Silvano et Roberto Gómez Hernández sont toujours en prison, où ils ont été torturés par les instances de l'Etat du Chiapas. [Ajout du traducteur : les personnes incarcérées sont le frère, le cousin et un proche de Juan Carlos Gómez Silvano, assassiné le vendredi 21 mars 2014. Suite aux enquêtes ultérieures à son assassinat, un policier municipal se trouve incarcéré. En représailles, la police municipale locale a procédé à l'arrestation et la torture des trois personnes mentionnées, suspectes d'être à l'origine des plaintes pour l'assassinat de leur proche].

Ces actes de répression de la part des autorités gouvernementales n'ont pas pour autant entamé leur conviction à récupérer leurs terres ; au contraire, la douleur due à la perte des compañeros abattus n'a fait que renforcer leur conviction: « Pour toutes les injustices causées par le mauvais gouvernement qui préfère nous voir morts, en prison, ou vivant dans la misère et la marginalisation, parce qu'ils nous dépouillent de notre terre pour l'offrir aux grandes entreprises et aux politiciens corrompus et qu'ils deviennent encore plus riches alors que nos

communautés meurent de faim... C'est pour ces raisons, que les communautés de notre organisation ont décidé en assemblée de procéder aujourd'hui à la récupération des terres spoliées par le mauvais gouvernement.» (*Communiqué de San Sebastián Bachajón, 21 décembre 2014*).

Durant les jours suivant le début de l'occupation, différentes menaces d'expulsion et de répression furent envoyées par les forces publiques et différents groupes paramilitaires agissant en coopération avec le commissaire officiel des terres communales de l'ejido Alejandro Moreno Gómez, ainsi que Samuel Díaz Guzmán son conseiller à la surveillance des terres. Le 30 décembre, des représentants du gouvernement du Chiapas exigèrent aux ejidatari@s de la Sexta de se retirer des terres récupérées pour permettre de cette manière que puisse avoir lieu un dialogue entre les compas et les ejidatari@s liés aux autorités officielles. Cette exigence fut accompagnée de menaces d'expulsion et d'arrestation en cas de refus d'abandonner les terres récupérées.

Face à ces menaces, les compañer@s de Bachajón décidèrent de maintenir le contrôle des terres récupérées, tout en laissant le flux de touristes reprendre son cours normal. Des centaines de compañer@s couverts de passe-montagnes surveillaient alors l'accès aux cascades, ce qui n'avait pas l'air de gêner les touristes de passage. Aucun d'entre eux ne se rendait compte que 24 heures sur 24, des compas cachés dans les arbres des deux côtés de l'autoroute surveillaient l'accès aux cascades. Chaque compa jeune, ancien, femme ou homme avait à effectuer des tours de garde de trois jours consécutifs sans dormir qui devaient avoir lieu tous les quinze jours. Durant les 18 jours de réoccupation, ce sont plus de 500 compañer@s des différents villages des terres communales de l'ejido qui se sont succédé sur place.

Le 30 décembre, entre 40 et 50 personnes payées et organisées par le commissaire ejidal Alejandro Moreno Gómez bloquèrent les autoroutes San Cristóbal-Palenque et San Cristóbal-Chilón aux abords des villages de Temó et de Pamalá non seulement pour exiger l'intervention des forces publiques, mais aussi pour faire croire qu'il s'agissait d'un conflit intra-communautaire qui ne correspondrait qu'aux conflits politiques internes de la communauté de Bachajón, et non pas aux intérêts du gouvernement et des entreprises touristiques.

Le 9 janvier, à 6h30 du matin, plus de 900 éléments des forces de police fédérales et de l'Etat du Chiapas expulsaient violemment les compañer@s de l'ejido San Sebastián Bachajón. Durant cette attaque, huit personnes de San Sebastián Bachajón furent temporairement portées disparues, trois ayant capturés avec pour intention de procéder à leur arrestation, mais toutes arrivèrent finalement à se libérer.

Dans un communiqué, les ejidatari@s dénoncèrent l'attaque le jour même. Le lendemain, les médias libres rendus sur place confirmèrent l'occupation des terrains par la force publique et notèrent la présence de 10 camions de police et de nombreux camions de couleur blanche pleins de policiers sur l'aire récupérée, et de deux autres camions stationnés près des installations locales du secrétariat de sécurité et de protection citoyenne de l'Etat du Chiapas.

Les ejidatari@s ont depuis dénoncé que des complices de la police de l'Etat avaient menacé les compañeros Jeremías Cruz Hernández et Francisco Jiménez Hernández, originaires du village de Xanil, situé sur les terres de l'ejido. Ces compañeros craignent aujourd'hui pour leur vie.

Dans un communiqué diffusé le 10 janvier, les ejidatari@s dirent que l'expulsion «ne rendait pas leur coeur triste, mais tout au contraire le remplit de plus de courage pour rendre plus fort le mouvement en défense de la terre et du territoire ». Ils demandèrent également à tous les compañer@s solidaires qu'ils restent attentifs aux faits parce que de fortes rumeurs circulaient disant que la police désignait les maisons des compas afin de les arrêter, et s'organisaient également pour procéder à l'expulsion du siège de l'organisation des compas, situé dans la communauté de Nah Choj.

Le 11 janvier dernier, les ejidatari@s revinrent occuper les terres. A 6h30 du matin, les compañer@s reprirent et bloquèrent le croisement de routes menant aux cascades d'Agua Azul. En réponse, la police de l'Etat bloqua avec des arbres l'accès autoroutier 500 mètres plus loin, et depuis leur barricade de fortune, tirèrent sur les ejidatari@s durant une vingtaine de minutes. Deux d'entre eux furent blessés par des balles en caoutchouc. Un des ejidatarios, Juan Pérez Moreno, fut quant à lui blessé au bras gauche par une balle de gros calibre [et de nombreuses cartouches de balles réelles furent retrouvées sur place par les compas]. Cependant les ejidatarios ne s'enfuirent pas face à l'attaque, et vers 7h30, ils réussirent à faire reculer la police.

Le jour suivant (12 janvier), un hélicoptère de la police survola la communauté de Xanil et prit des photos des maisons des coordinateurs de la résistance. Au même moment, des groupes de paramilitaires de la communauté de Pamalha dirigés par Manuel Jimenez Moreno et de la communauté de Xanil, dirigés par Juan Álvaro Moreno, Jeremías Cruz Hernandez et Francisco Jimenez Hernandez, se dirigèrent en direction des territoires spoliés apparemment afin de renforcer les agressions policières contre les adhérent.e.s de la Sexta. Ce même jour, arriva la « Caravane de la Sexta Internationale en soutien à San Sebastián Bachajón », incluant des membres de différents pays : Colombie, France, Etats-Unis et Mexique.

En ce moment les compañer@s maintiennent le blocus, bien qu'hier ils aient décidé de passer d'un blocage total de la circulation à un blocage intermittent. Ils nous demandent d'être attentifs face à de nouvelles attaques du blocage, et que nous diffusions toutes et tous la parole de leur digne lutte, par tous les moyens possibles.

Caravane « Sexta Internationale »

Trad. Siete NubS